



Monsieur le Directeur académique, Madame la vice présidente, Monsieur le sous-préfet,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'UNSA Education a eu l'occasion de s'exprimer lors des instances précédentes pour affirmer son opposition aux choix budgétaires et aux nombre de retraits d'emplois qui engendrent plus de 300 fermetures dans le 1er degré et une centaine de suppressions en collège et SEGPA.

La baisse démographique est une réalité. Mais elle ne peut pas, à elle seule, servir de justification à des choix qui fragilisent durablement le service public d'éducation. Derrière les chiffres, il y a une réalité : des classes encore trop chargées, des équipes sous tension et des besoins éducatifs qui ne diminuent pas. Cette situation aurait pu être l'occasion de faire autrement, d'améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves. Ce choix n'a pas été fait.

Nous prenons néanmoins acte des évolutions intervenues à l'issue du CSA-D du premier degré, notamment du fait que 37 mesures de fermeture ont été revues. Cela montre que le dialogue social permet de faire évoluer certaines décisions. Pour autant, ces ajustements ne suffisent pas à répondre aux besoins. L'UNSA Education acte également le fait que vous disposerez de 30 moyens supplémentaires pour répondre aux besoins de rentrée.

La question des effectifs reste centrale. L'UNSA Education revendique le principe d'une limitation à des effectifs à 20 élèves par classe de la maternelle au collège et 24 par classe au lycée.

L'UNSA Education apprécie que vous preniez en compte les élèves bénéficiant des dispositifs Ulis lors des opérations de carte scolaire. Pour autant, l'école publique accueille également dans des conditions ordinaires d'enseignement des élèves relevant du handicap hors dispositif en s'appuyant sur le professionnalisme de ses personnels. Permettre à chaque élève d'avoir sa place et de pouvoir progresser au mieux de ses compétences, c'est l'ambition de chacune et chacun comme celle de l'école de la République.

Les mesures de carte scolaire impactent indubitablement l'organisation et le fonctionnement de l'École: la capacité à travailler en équipe, à croiser les regards, à s'appuyer sur des personnels spécialisés, à adapter les réponses

aux besoins réels des élèves. Or aujourd'hui, ces leviers restent trop souvent insuffisants ou fragilisés.

La question de l'aide spécialisée en est une illustration. Si des avancées existent, elles demeurent partielles et ne permettent pas de garantir un accompagnement à la hauteur des besoins sur l'ensemble du territoire. Deux 0,5 PSY RASED c'est encourageant mais insuffisant. Les équipes continuent de faire face, souvent seules, à des situations de plus en plus complexes. Le SE-Unsa revendique d'ailleurs la création de RASED dans le 2<sup>d</sup> degré.

La situation des directrices et directeurs d'école mérite également toute notre attention. Si le maintien des 9 moyens de décharge est encourageant, il ne règle pas tout. La fonction de direction reste exigeante, lourde, et trop souvent exercée dans des conditions qui ne permettent pas d'assurer pleinement les missions. Plus globalement, les personnels : chefs d'établissements, directrices, directeurs, IEN, enseignants, AESH, AED assistantes sociales, infirmières tiennent mais jusqu'à quand ? Ils compensent, ils s'adaptent, ils s'usent pour continuer à faire réussir les élèves. Mais cette capacité d'adaptation ne peut pas être une réponse durable à un manque de moyens.

Dans ce contexte nous actons la création de 45 PAS mais nous regrettons que ceux-ci se fassent sur des moyens carte scolaire et non sur des moyens dédiés. Nous serons attentifs à ce qu'ils contribuent bien à répondre aux besoins criants des collègues, notamment dans le cadre de l'accueil d'élèves au comportement perturbateur. En effet pour l'UNSA Éducation l'objectif d'une école pleinement inclusive est partagé. Mais cette ambition ne pourra être atteinte sans investissements réels dans les personnels, la formation et les moyens de terrain.

Nous le redisons ici : l'École ne peut pas être pensée à moyens réduits dans un contexte où les besoins évoluent, se complexifient, s'intensifient.

Monsieur le Directeur académique, nous avons conscience des contraintes qui pèsent sur vos décisions. Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation où les marges de manœuvre se réduisent au point de ne plus permettre d'améliorer réellement les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. L'UNSA Education continuera de porter une autre ambition pour l'École : une école qui donne réellement les moyens de réussir, à tous les élèves, sur l'ensemble du territoire et qui garantit aux personnels des conditions de travail à la hauteur des missions qui leur sont confiées.

